

DELIBERATION N° 2018-24

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 13 MARS 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n°11-2018 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 30 janvier 2018,
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Philippe LAHIRE, Vice-président en charge des finances, des systèmes d'information, des outils de pilotage et de l'évaluation des moyens,

VALIDE le calendrier de déploiement d'attribution des adresses électroniques Université Côte d'Azur à l'ensemble de la communauté universitaire comme suit :

• A partir du mois de mai 2018 création de l'adresse électronique :

- @etu.univ-cotedazur.fr pour les étudiants y compris les doctorants,
- @univ-cotedazur.fr pour les personnels et doctorants,
- Maintien de l'adresse @etu.unice.fr et @unice.fr comme adresses électroniques principales

• Au 1^{er} septembre 2018

- Positionnement des adresses @etu.univ-cotedazur.fr et @univ-cotedazur.fr comme adresses électroniques principales.
- Maintien des adresses électroniques @etu.unice.fr et @unice.fr actives pour la continuité de service.

Cette délibération est adoptée à la majorité des voix ; 21 voix pour et 2 abstentions.

Membres en exercice : 35

Quorum : 18

Présents et représentés : 23

Fait à Nice, le **21 MARS 2018**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-24

TRANSMISE AU RECTEUR :

27 MARS 2018

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.